Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roger Robitaille, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Bruno-de-Montarville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature Date 12 avril 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 4
État consolidé de la situation financière 5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 6
État consolidé des flux de trésorerie 7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 8
Renseignements complémentaires consolidés
Informations sectorielles consolidées
Résultats détaillés par organismes 24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 26
Situation financière par organismes 27
Charges par objets 28
Excédent (déficit) accumulé 29
Avantages sociaux futurs 33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 41
Analyse des charges consolidées 53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Le 12 avril 2021
Brossard, Québec

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. [1]
[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	60 797 600	61 824 063	59 420 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	806 100	788 871	764 900
Quotes-parts	3	(107 754)	(19 394)	8 009
Transferts	4	1 306 300	4 409 762	3 709 239
Services rendus	5	3 249 100	2 149 019	3 542 191
Imposition de droits	6	4 190 500	5 155 489	5 828 999
Amendes et pénalités	7	516 500	497 446	586 033
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 018 400	790 649	1 213 966
Autres revenus	10	14 300	1 106 668	2 768 279
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	71 791 046	76 702 573	77 841 616
Charges				
Administration générale	14	13 771 317	13 596 489	12 007 928
Sécurité publique	15	12 966 907	12 892 330	12 949 042
Transport	16	11 967 948	15 652 782	15 952 911
Hygiène du milieu	17	8 585 691	10 289 519	10 283 944
Santé et bien-être	18	43 300	54 085	47 187
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 907 111	1 805 191	2 226 206
Loisirs et culture	20	13 609 072	12 438 861	13 630 825
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 084 400	2 019 579	2 128 829
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	64 935 746	68 748 836	69 226 872
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 855 300	7 953 737	8 614 744
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		112 227 550	103 612 806
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		112 227 550	103 612 806
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		120 181 287	112 227 550

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	43 102 152	34 550 678
Débiteurs (note 5)	2	9 003 423	9 524 506
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	280 587	379 149
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	52 386 162	44 454 333
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 641 582	8 357 328
Revenus reportés (note 12)	12	1 956 329	2 156 517
Dette à long terme (note 13)	13	69 892 556	71 219 378
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 324 000	1 021 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	82 814 467	82 754 223
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(30 428 305)	(38 299 890)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	149 225 068	149 346 282
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	670 744	434 885
Stocks de fournitures	20	514 375	537 616
Autres actifs non financiers (note 18)	21	199 405	208 657
	22	150 609 592	150 527 440
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	120 181 287	112 227 550

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 855 300	7 953 737	8 614 744
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(98 000)	(8 184 365)	(12 666 195)
Produit de cession	3		4 402	40 113
Amortissement	4		8 297 559	8 174 158
(Gain) perte sur cession	5		3 618	109 073
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(98 000)	121 214	(4 342 851)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(235 859)	402 730
Variation des stocks de fournitures	10		23 241	(26 334)
Variation des autres actifs non financiers	11		9 252	(65 079)
	12		(203 366)	311 317
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	6 757 300	7 871 585	4 583 210
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(38 299 890)	(42 883 100)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(38 299 890)	(42 883 100)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(30 428 305)	(38 299 890)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 953 737	8 614 744
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	8 297 559	8 174 158
Autres			
▪ Réduction valeur placements	3	77 657	55 999
▪ Perte cession d'immos	4	3 618	109 073
	5	16 332 571	16 953 974
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	521 083	(1 843 019)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 284 254	450 318
Revenus reportés	9	(200 188)	126 902
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	303 000	319 000
Propriétés destinées à la revente	11	(235 859)	402 730
Stocks de fournitures	12	23 241	(26 334)
Autres actifs non financiers	13	9 252	(65 079)
	14	18 037 354	16 318 492
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 184 365)	(12 666 195)
Produit de cession	16	4 402	40 113
	17	(8 179 963)	(12 626 082)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(19 527)	(97 729)
Remboursement ou cession	19	40 432	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	20 905	(97 729)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	13 453 000	16 029 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(14 806 243)	(15 884 641)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	26 421	8 839
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(1 326 822)	153 198
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	8 551 474	3 747 879
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	34 550 678	30 802 799
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	34 550 678	30 802 799
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	43 102 152	34 550 678

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'Agglomération de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne du partenariat auquel elle participe, soit :

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

- La Régie intermunicipale d'Assainissement des eaux usées de Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Basile-le-Grand à un taux de participation de 66,4 % (66,4 % en 2019);

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse.

Placements

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût, établi selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 10 à 40 ans

Bâtiments : 20 à 40 ans

Véhicules : 10 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 à 20 ans

Autres : 1 an

Les immobilisations en cours seront amorties dès leur mise en service.

Les terrains ne sont pas amortis.

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Réduction de valeur
Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne put être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente
Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme
Les frais reportés liés à la dette à long terme sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état consolidé de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation
La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés
Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Le revenu reporté - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Le revenu reporté - Réfection et entretien de certaines voies publiques est constitué de sommes d'argent provenant de la perception des droits payables par l'exploitant de la carrière située sur le territoire de la Ville. Les sommes reçues sont affectées à la réfection ou à l'entretien de certaines voies publiques.

Passif au titre des sites contaminés
La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

E) Revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

La Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement qu'à partir du moment où il y a eu vote des crédits à l'Assemblée nationale.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées
En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

- Entente relais Agglomération :
  - pour le montant à recevoir du gouvernement du Québec : au fur et à mesure de la facturation annuelle de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages
suivants :

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	43 102 152	34 550 678
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	43 102 152	34 550 678
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	5 771 500	7 611 300

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	2 496 377	1 659 360
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 106 523	1 259 017
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	311 579	2 908 026
Organismes municipaux	15	1 184 734	1 324 122
Autres			
▪ Droits de mutation	16	2 097 710	1 614 697
▪ Autres	17	806 500	759 284
	18	9 003 423	9 524 506
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	317 737	288 570

Note

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	280 587	379 149
Autres placements	31		
	32	280 587	379 149
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 150 000	1 366 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 474 000)	(2 387 000)
	37	(1 324 000)	(1 021 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 130 000	1 460 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	112 000	73 000
Régimes à cotisations déterminées	40	461 137	460 290
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	87 990	85 430
	43	1 791 127	2 078 720

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire pour un montant de 2 000 000$ portant intérêt au taux de base (2.45% au 31 décembre 2020 et 3.95% au 31 décembre 2019) moins 0.25%. Au 31 décembre 2020, le solde de l'emprunt est inutilisé (solde inutilisé au 31 décembre 2019).

11. Créditeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	2 292 201	2 538 420
Salaires et avantages sociaux	48	2 407 297	2 040 836
Dépôts et retenues de garantie	49	2 682 339	2 570 061
Provision pour contestations d'évaluation	50	338 351	205 239
Autres			
▪ Gouv.Québec et ses entreprises	51	1 120	692
▪ Autres provisions	52	1 062 894	172 338
▪ Organismes municipaux	53	354 299	259 612
▪ Intérêts courus sur dette LT	54	503 081	555 850
▪ Gouv.Canada et ses entreprises	55		14 280
	56	9 641 582	8 357 328

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	150 702	153 949
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	761 278	907 330
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	685 208	554 788
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Loisirs et autres	67	359 141	540 450
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	1 956 329	2 156 517

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2020	2019
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,65	3,95	2021	2030	72	70 589 610	71 942 853
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	70 589 610	71 942 853
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(697 054)	(723 475)
					82	69 892 556	71 219 378

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		6 835 244			6 835 244
2022	84		6 895 366			6 895 366
2023	85		6 357 000			6 357 000
2024	86		6 320 000			6 320 000
2025	87		5 487 000			5 487 000
2026 et plus	88		38 695 000			38 695 000
	89		70 589 610			70 589 610
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		70 589 610			70 589 610

Note

14. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98		

Note

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(27 190 245)	(35 636 592)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	(3 238 060)	(2 663 298)
Autres	101	( )	( )
	102	(30 428 305)	(38 299 890)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	19 862 958	615 678		20 478 636
Eaux usées	104	55 127 578	1 244 381		56 371 959
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	97 221 128	3 124 551		100 345 679
Autres					
▪ Autres infrastructures	106	18 537 033	256 688	318 945	18 474 776
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	29 871 611	784 074		30 655 685
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	7 169 052	343 668	57 389	7 455 331
Ameublement et équipement de bureau	112	4 164 978	699 128	73 082	4 791 024
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 705 702	330 583	7 176	8 029 109
Terrains	114	7 032 919	291 567		7 324 486
Autres	115	225 217			225 217
	116	246 918 176	7 690 318	456 592	254 151 902
Immobilisations en cours	117	979 205	494 047		1 473 252
	118	247 897 381	8 184 365	456 592	255 625 154
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	6 356 384	511 966		6 868 350
Eaux usées	120	25 101 470	1 409 299		26 510 769
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	34 566 700	3 412 031		37 978 731
Autres					
▪ Autres infrastructures	122	8 619 182	901 006	318 945	9 201 243
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	11 276 263	824 384		12 100 647
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	3 555 040	400 685	54 392	3 901 333
Ameublement et équipement de bureau	128	3 093 464	485 929	73 082	3 506 311
Machinerie, outillage et équipement divers	129	5 757 379	352 259	2 153	6 107 485
Autres	130	225 217			225 217
	131	98 551 099	8 297 559	448 572	106 400 086
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	149 346 282			149 225 068
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137	522 291	286 432
Autres	138	148 453	148 453
	139	670 744	434 885
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	670 744	434 885

Note

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	199 405	208 657
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	199 405	208 657

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée par des contrats d'informatique, de déneigement, de fournitures de pierre, de collecte des matières recyclables, de collecte et traitement des matières organiques, de services professionnels, d'acquisition d'équipements et d'autres obligations échéant jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 12 868 747 $. Les versements des prochains exercices sont exigibles comme suit:

2021	6 743 527 $
2022	2 264 210 $
2023	1 922 074 $
2024	905 922 $
2025	592 675 $
2026 et plus	440 339 $
Total	12 868 747 $

20. Droits contractuels

La Ville a conclu un contrat de location de terrain échéant le 31 mai 2025 avec une option de renouvellement automatique de deux périodes de 5 ans. Le bail prévoit la perception de loyers mensuels de 1 500$ avec une clause d'indexation selon IPC. Le loyer mensuel révisée au 1e juin 2020 s'élève à 1 611 $.

La Ville a également conclu un acte d'emphytéose échéant le 31 août 2116, prévoyant la perception d'une rente calculée au taux préférentiel majoré de 3 % sur la valeur marchande du terrain. La rente est révisée au 1er janvier de chaque année. Pour l'année 2021, le revenu de rente s'élève à 305 200 $.

La Ville a signé des contrats de promesse d'achat pour la vente de terrains industriels. Le montant prévu pour les ventes de terrains est de 8 905 640 $.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2020	2019

La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville et d'autres villes fondatrices ont une entente avec Proanima.

Ces villes fondatrices se sont engagées à pourvoir au remboursement de la dette à long terme de Proanima pour une durée de 172 mois, échéant le 31 décembre 2031. Au 31 décembre 2020, le montant devant être assumé par la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville est de 233 299 $.

Les villes fondatrices ont aussi une option d'achat prioritaire de l'immeuble en cas de défaut de Proanima. Le prix d'achat de l'immeuble correspondra au solde de l'hypothèque réparti au prorata de la population des villes fondatrices.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Auto-assurance
S.O.

C) Poursuites
La Ville fait actuellement l'objet de réclamations de l'ordre de 469 700 $ à la suite de refoulements d'égout. Ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville. La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville conteste en justice le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles aucun montant n'est inscrit aux livres. Advenant un accueil favorable ou défavorable de certaines des réclamations, la franchise ou la réclamation non provisionnée serait imputée aux résultats de l'exercice en cours.

La Ville fait l'objet d'une poursuite en dommages et intérêts à la suite du refus d'approuver un plan d'implantation et d'intégration architecturale. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, la Ville a provisionné un montant de 700 000 $ à l'égard de ce dossier.

La Ville fait l'objet de demandes introductives d'instance provenant de promoteurs immobiliers et autres propriétaires qui contestent certains règlements d'urbanisme qui restreint le développement domiciliaire et est mise en cause comme défenderesse en garantie par une entreprise dont la promesse d'achat pour un terrain a été annulée. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée aux livres pour ces dossiers. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Les dossiers de griefs introduits durant la période de fusion avec la Ville de Longueuil (2002-2005) sont gérés par l'Agglomération de Longueuil. Il est impossible de déterminer les montants réclamés. La part de la Ville dans ces griefs représente 9,27 %, quote-part déterminée selon les dispositions de l'article 57 du décret 1214-2005 en proportion de la richesse foncière uniformisée de chacune des municipalités liées de l'Agglomération de Longueuil au 1er janvier 2006. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres
S.O.

22. Actifs éventuels
S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par la Régie intermunicipale d'Assainissement des eaux usées de Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Basile-le-Grand, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	59 388 595	60 797 600	61 824 063			61 824 063
Compensations tenant lieu de taxes	2	764 900	806 100	788 871			788 871
Quotes-parts	3					610 264	(19 394)
Transferts	4	1 177 005	1 306 300	4 179 125		109 363	4 288 488
Services rendus	5	3 534 495	3 249 100	2 137 030		11 989	2 149 019
Imposition de droits	6	5 828 999	4 190 500	5 155 489			5 155 489
Amendes et pénalités	7	586 033	516 500	497 446			497 446
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	1 213 966	1 018 400	786 517		4 132	790 649
Autres revenus	10	2 721 425	14 300	1 089 536			1 089 536
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	75 215 418	71 898 800	76 458 077		735 748	76 564 167
Investissement							
Taxes	13	31 405					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 066 208		121 274			121 274
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	20 472		13 401			13 401
Autres	18	26 382		3 731			3 731
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 144 467		138 406			138 406
	21	77 359 885	71 898 800	76 596 483		735 748	76 702 573
Charges							
Administration générale	22	11 663 859	13 771 317	13 150 944	445 545		13 596 489
Sécurité publique	23	12 939 900	12 966 907	12 883 123	9 207		12 892 330
Transport	24	11 760 168	11 967 948	11 432 527	4 220 255		15 652 782
Hygiène du milieu	25	8 249 299	8 693 445	8 262 126	2 010 351	646 700	10 289 519
Santé et bien-être	26	47 187	43 300	54 085			54 085
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 208 413	1 907 111	1 786 052	19 139		1 805 191
Loisirs et culture	28	12 278 470	13 609 072	11 068 029	1 370 832		12 438 861
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	2 104 778	2 084 400	2 005 606		13 973	2 019 579
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 877 730		8 075 329	(8 075 329)		
	33	69 129 804	65 043 500	68 717 821		660 673	68 748 836
Excédent (déficit) de l'exercice	34	8 230 081	6 855 300	7 878 662		75 075	7 953 737

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 230 081	6 855 300	7 878 662	75 075	7 953 737
Moins : revenus d'investissement	2	(2 144 467)	( )	(138 406)	( )	(138 406)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 085 614	6 855 300	7 740 256	75 075	7 815 331
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	7 877 730		8 075 329	222 230	8 297 559
Produit de cession	5	40 113		4 402		4 402
(Gain) perte sur cession	6	109 073		3 618		3 618
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	8 026 916		8 083 349	222 230	8 305 579
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	402 731				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	402 731				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12		10 000	40 432		40 432
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	55 999	45 000	77 657		77 657
	15	55 999	55 000	118 089		118 089
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	239 772	312 100	191 681		191 681
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 723 700)	(6 760 000)	(8 879 500)	(155 243)	(9 034 743)
	18	(7 483 928)	(6 447 900)	(8 687 819)	(155 243)	(8 843 062)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(544 212)	(98 000)	(987 822)	(6 030)	(993 852)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	170 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 573 901		4 692 856		4 692 856
Réserves financières et fonds réservés	22	(440 569)	(215 500)	(274 264)		(274 264)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	69 781	(148 900)	132 882		132 882
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	2 828 901	(462 400)	3 563 652	(6 030)	3 557 622
	26	3 830 619	(6 855 300)	3 077 271	60 957	3 138 228
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 916 233		10 817 527	136 032	10 953 559

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	2 144 467	138 406		138 406
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(217 030)	(676 064)	( )	(676 064)
Sécurité publique	3	(18 934)	(646)	( )	(646)
Transport	4	(6 444 603)	(3 951 904)	( )	(3 951 904)
Hygiène du milieu	5	(2 705 654)	(2 006 466)	(6 030)	(2 012 496)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(16 573)	(8 451)	( )	(8 451)
Loisirs et culture	8	(3 163 522)	(1 534 804)	( )	(1 534 804)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(12 566 316)	(8 178 335)	(6 030)	(8 184 365)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	(235 860)	( )	(235 860)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(97 729)	(19 527)	( )	(19 527)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 177 928	7 489 819		7 489 819
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	544 212	987 822	6 030	993 852
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	255 000			
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 952 300	716 000		716 000
Réserves financières et fonds réservés	17				
	18	2 751 512	1 703 822	6 030	1 709 852
	19	(1 734 605)	759 919		759 919
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	409 862	898 325		898 325

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	34 095 958	42 527 621	574 531	43 102 152
Débiteurs (note 5)	2	9 496 559	8 966 624	36 799	9 003 423
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	379 149	280 587		280 587
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	43 971 666	51 774 832	611 330	52 386 162
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 322 692	9 613 855	27 727	9 641 582
Revenus reportés (note 12)	12	2 156 517	1 956 329		1 956 329
Dette à long terme (note 13)	13	70 568 525	69 396 946	495 610	69 892 556
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 021 000	1 324 000		1 324 000
Autres passifs (note 14)	15				
	16	82 068 734	82 291 130	523 337	82 814 467
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(38 097 068)	(30 516 298)	87 993	(30 428 305)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	144 915 854	145 010 840	4 214 228	149 225 068
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	434 885	670 744		670 744
Stocks de fournitures	20	537 616	514 375		514 375
Autres actifs non financiers (note 18)	21	202 684	192 972	6 433	199 405
	22	146 091 039	146 388 931	4 220 661	150 609 592
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	10 027 693	11 322 770	102 831	11 425 601
Excédent de fonctionnement affecté	24	10 198 048	14 316 888	411 918	14 728 806
Réserves financières et fonds réservés	25	3 496 621	4 421 478	75 287	4 496 765
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(1 538 349)	(1 476 406)	(462 210)	(1 938 616)
Financement des investissements en cours	27	10 004 691	10 247 176		10 247 176
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	75 805 267	77 040 727	4 180 828	81 221 555
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	107 993 971	115 872 633	4 308 654	120 181 287

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Rémunération	1	14 630 800	14 171 371	14 225 746	13 897 895
Charges sociales	2	4 595 100	3 866 726	3 873 422	4 102 177
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	13 987 700	10 432 561	10 795 960	12 461 341
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 081 800	1 870 879	1 884 852	1 967 233
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	2 600	134 727	134 727	161 596
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	29 080 800	28 979 381	28 349 723	28 217 307
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	497 700	215 820	215 820	153 526
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17		8 075 329	8 297 559	8 174 158
Autres					
▪ Autres	18	167 000	971 027	971 027	91 639
▪	19				
▪	20				
	21	65 043 500	68 717 821	68 748 836	69 226 872

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	11 425 601	10 070 460
Excédent de fonctionnement affecté	2	14 728 806	10 533 999
Réserves financières et fonds réservés	3	4 496 765	3 571 908
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 938 616)	(2 070 413)
Financement des investissements en cours	5	10 247 176	10 004 691
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	81 221 555	80 116 905
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	120 181 287	112 227 550
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	11 322 770	10 027 693
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	102 831	42 767
	11	11 425 601	10 070 460
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Élections et const. judic.	12	215 800	157 900
▪ Politique arbre & agrile frêne	13	250 000	11 900
▪ Déneigement, essence, asphalte	14	450 000	450 000
▪ Imprévus	15	811 000	220 600
▪ Équip. int. coll.&infra. mun.	16	9 695 047	6 858 000
▪ Fonds vert & Achat de terrains	17	1 700 000	1 012 000
▪ Cession immeubles industriels	18	603 520	1 165 577
▪ Projets spéciaux et piste cyc.	19	450 021	322 071
▪ Remboursement de la dette	20	141 500	
	21	14 316 888	10 198 048
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Rempl.équip. majeurs&bâtiments	22	245 918	203 151
▪ Boues	23	166 000	132 800
▪	24		
	25	411 918	335 951
	26	14 728 806	10 533 999

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 065 187	842 947
Organismes contrôlés et partenariats	38	75 287	75 287
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	3 329 291	2 626 674
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	45	27 000	27 000
▪	46		
	47	4 496 765	3 571 908
	48	4 496 765	3 571 908

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	(1 427 000)	(1 340 000)
	54	(1 427 000)	(1 340 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
▪ Entente relais - Agglomération	58	((426 093))	((445 555))
▪	59	( )	( )
	60	(1 000 907)	(894 445)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(1 172 553)	(1 367 379)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
▪ Disposition des boues	72	(462 210)	(532 064)
▪	73	( )	( )
	74	(1 634 763)	(1 899 443)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	697 054	723 475
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
▪	79		
	80	697 054	723 475
	81	(1 938 616)	(2 070 413)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	11 450 223	10 770 293
Investissements à financer	83	(1 203 047)	(765 602)
	84	10 247 176	10 004 691
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	149 225 068	149 346 282
Propriétés destinées à la revente	86	670 744	434 885
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	280 587	379 149
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	150 176 399	150 160 316
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	150 176 399	150 160 316
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(69 892 556)	(71 219 378)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(697 054)	(723 475)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 634 766	1 899 442
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(68 954 844)	(70 043 411)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(68 954 844)	(70 043 411)
	101	81 221 555	80 116 905

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés cadres, cols bleus et employés de piscine est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur le minimum entre le salaire gagné indexé selon l'augmentation du salaire sans égard aux promotions et la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour les cadres et les cols bleus et sur le salaire gagné à chaque année pour les employés de piscine. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2017.

Finalement, en vertu de la Loi RRSM, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	1 366 000	1 643 000
Charge de l'exercice	4	(1 130 000)	(1 460 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	914 000	1 183 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	1 150 000	1 366 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	36 599 000	34 206 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(37 753 000)	(35 766 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 154 000)	(1 560 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	2 304 000	2 926 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	1 150 000	1 366 000
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	1 150 000	1 366 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	36 599 000	34 206 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(37 753 000)	(35 766 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(1 154 000)	(1 560 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 523 000	1 691 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 523 000	1 691 000
Cotisations salariales des employés	21	(748 000)	(646 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	(1 000)
	23	775 000	1 044 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	279 000	315 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 054 000	1 359 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 850 000	1 750 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 774 000)	(1 649 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	76 000	101 000
Charge de l'exercice	35	1 130 000	1 460 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	2 242 000	2 217 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 774 000)	(1 649 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	468 000	568 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(125 000)	(110 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 511 000	(1 719 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	37 847 000	35 255 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	929 000	569 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,18 %	5,16 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,17 %	5,16 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪ Tab. mort. CPM2014 CPM-B	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2018.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(2 387 000)	(2 345 000)
Charge de l'exercice	56	(112 000)	(73 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	25 000	31 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(2 474 000)	(2 387 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(2 357 000)	(1 977 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(2 357 000)	(1 977 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(117 000)	(410 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(2 474 000)	(2 387 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(2 474 000)	(2 387 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(2 357 000)	(1 977 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(2 357 000)	(1 977 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	117 000	97 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	117 000	97 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	117 000	97 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(61 000)	(82 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	56 000	15 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	56 000	58 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	56 000	58 000
Charge de l'exercice	87	112 000	73 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(232 000)	(221 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	25 000	31 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,10 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,12 %	3,12 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	6,83 %	7,67 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	4,95 %	5,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2029	2029
Autres hypothèses économiques			
▪ Blancs : CPM2014Publ CPM-B	104		
▪ Bleus : CPM2014 CPM-B	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville participe à un régime interemployeur administré par la Ville de Longueuil relativement à ses employés cols blancs. Ce régime est comptabilisé comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux seules cotisations devant être versées par la Ville à ce régime.

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM)*. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un pourcentage fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2019, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 6 906 000 $. La part de ce déficit dont la Ville de Saint-Bruno-de Montarville est responsable est de 95 600 $.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	9 660	10 380
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110	451 477	449 910
	111	461 137	460 290

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112	

Description des régimes et autres renseignements

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	16 085	15 449
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	54 207	52 065
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	33 783	33 365
	122	87 990	85 430

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	50 634 300	51 556 471	51 556 471	49 102 092
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5		71	71	14 544
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	50 634 300	51 556 542	51 556 542	49 116 636
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	3 173 800	3 160 452	3 160 452	3 166 554
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	2 886 700	2 931 249	2 931 249	2 844 578
Matières résiduelles	13	2 567 300	2 588 542	2 588 542	2 538 551
Autres					
▪	14				
▪	15				
▪	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17				
Service de la dette	18	1 535 500	1 587 278	1 587 278	1 722 276
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				31 405
	22	10 163 300	10 267 521	10 267 521	10 303 364
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	10 163 300	10 267 521	10 267 521	10 303 364
	27	60 797 600	61 824 063	61 824 063	59 420 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	17 700	17 664	17 664	17 314
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31	16 000	17 040	17 040	15 956
	32	33 700	34 704	34 704	33 270
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	108 200	112 864	112 864	108 614
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	542 500	564 748	564 748	542 736
	36	650 700	677 612	677 612	651 350
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	684 400	712 316	712 316	684 620
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	121 700	75 435	75 435	77 805
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43		1 120	1 120	2 475
Taxes d'affaires	44				
	45	121 700	76 555	76 555	80 280
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	806 100	788 871	788 871	764 900

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53		16 333	16 333	
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	47 800	73 280	73 280	47 905
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69	148 700	178 832	178 832	148 700
Traitement des eaux usées	70			80 999	466 026
Réseaux d'égout	71	187 100	198 457	198 457	253 525
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	270 000	302 704	302 704	250 357
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78	2 500	12 105	12 105	
Autres	79			28 364	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82		33 850	33 850	
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86		24 841	24 841	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	96 600	117 792	117 792	99 602
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	73 600	76 601	76 601	76 563
Autres	89	9 000	5 127	5 127	17 269
Réseau d'électricité	90				
	91	835 300	1 039 922	1 149 285	1 359 947

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97				
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108				651 816
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110				977 724
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				436 668
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126		121 274	121 274	
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130		121 274	121 274	2 066 208

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	248 000	270 550	270 550	283 084
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137				
Dotation spéciale de fonctionnement	138	223 000	222 617	222 617	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139				
Autres	140		2 646 036	2 646 036	
	141	471 000	3 139 203	3 139 203	283 084
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 306 300	4 300 399	4 409 762	3 709 239

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	143				
Évaluation	144				
Autres	145	25 000	28 625	28 625	24 216
	146	25 000	28 625	28 625	24 216
Sécurité publique					
Police	147				
Sécurité incendie	148				
Sécurité civile	149				
Autres	150				
	151				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	152	9 400	11 302	11 302	10 580
Enlèvement de la neige	153				
Autres	154	16 200	14 056	14 056	17 789
Transport collectif	155				
Autres	156				
	157	25 600	25 358	25 358	28 369
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	19 100	35 746	35 746	22 604
Réseau de distribution de l'eau potable	159	18 200	22 091	22 091	21 743
Traitement des eaux usées	160	3 200	5 672	5 672	12 202
Réseaux d'égout	161	5 600	9 523	9 523	6 050
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	162				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	163				
Tri et conditionnement	164				
Autres	165	586 400	592 794	592 794	734 647
Autres	164				
Cours d'eau	167				
Protection de l'environnement	168				
Autres	169			11 989	
	170	632 500	665 826	677 815	797 246

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				
Réseau d'électricité	183				
	184	683 100	719 809	731 798	849 831

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	446 900	482 258	482 258	510 779
	188	446 900	482 258	482 258	510 779
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie	190				
Sécurité civile	191				
Autres	192		2 359	2 359	
	193		2 359	2 359	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	194	42 000	46 628	46 628	58 506
Enlèvement de la neige	195	28 400	52 687	52 687	27 928
Autres	196	7 100	11 787	11 787	24 887
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	197				
Transport adapté	198				
Transport scolaire	199				
Autres	200	400	29	29	326
Autres	201				
	202	77 900	111 131	111 131	111 647
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203				
Réseau de distribution de l'eau potable	204	27 000	28 506	28 506	35 502
Traitement des eaux usées	205				
Réseaux d'égout	206				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	207				
Matières recyclables	208	3 500	8 088	8 088	9 356
Autres	209				
Cours d'eau	210				
Protection de l'environnement	211				
Autres	212				
	213	30 500	36 594	36 594	44 858

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2020	Administration municipale Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2020	Données consolidées Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	214				
Sécurité du revenu	215				
Autres	216				
	217				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	218	4 500	5 291	5 291	7 529
Rénovation urbaine	219				
Promotion et développement économique	220	33 000	25 206	25 206	34 880
Autres	221				
	222	37 500	30 497	30 497	42 409
Loisirs et culture					
Activités récréatives	223	1 610 600	660 289	660 289	1 612 016
Activités culturelles					
Bibliothèques	224	17 200	5 926	5 926	16 288
Autres	225	345 400	88 167	88 167	354 363
	226	1 973 200	754 382	754 382	1 982 667
Réseau d'électricité	227				
	228	2 566 000	1 417 221	1 417 221	2 692 360
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	3 249 100	2 137 030	2 149 019	3 542 191

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	230	293 400	336 101	336 101	355 578
Droits de mutation immobilière	231	3 400 000	4 322 246	4 322 246	4 979 993
Droits sur les carrières et sablières	232	497 100	497 142	497 142	493 428
Autres	233				
	234	4 190 500	5 155 489	5 155 489	5 828 999
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	516 500	497 446	497 446	586 033
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	1 018 400	786 517	790 649	1 213 966
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		(3 618)	(3 618)	(109 073)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		1 049 276	1 049 276	2 459 199
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240				
Contributions des promoteurs	241		13 401	13 401	20 472
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242				
Contributions des organismes municipaux	243				
Autres contributions	244		19 617	19 617	35 793
Redevances réglementaires	245				
Autres	246	14 300	27 992	27 992	361 888
	247	14 300	1 106 668	1 106 668	2 768 279
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	670 524	618 390	3 670	622 060	622 060	596 974
Greffe et application de la loi	2	1 031 015	1 201 762		1 201 762	1 201 762	1 076 972
Gestion financière et administrative	3	9 612 167	8 592 327	441 875	9 034 202	9 034 202	7 673 670
Évaluation	4	564 100	564 132		564 132	564 132	547 233
Gestion du personnel	5	969 397	1 278 925		1 278 925	1 278 925	1 118 707
Autres							
▪ Autres	6	924 114	895 408		895 408	895 408	994 372
▪	7						
	8	13 771 317	13 150 944	445 545	13 596 489	13 596 489	12 007 928
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	9 107 400	9 107 426		9 107 426	9 107 426	9 125 868
Sécurité incendie	10	3 354 200	3 354 224		3 354 224	3 354 224	3 394 223
Sécurité civile	11	41 200	18 525	9 207	27 732	27 732	24 115
Autres	12	464 107	402 948		402 948	402 948	404 836
	13	12 966 907	12 883 123	9 207	12 892 330	12 892 330	12 949 042
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 271 687	2 055 766	3 783 594	5 839 360	5 839 360	5 846 017
Enlèvement de la neige	15	1 713 325	1 487 694	72 595	1 560 289	1 560 289	1 729 120
Éclairage des rues	16	523 836	485 838	303 393	789 231	789 231	837 984
Circulation et stationnement	17	176 100	121 212	60 173	181 385	181 385	167 104
Transport collectif							
Transport en commun	18	7 283 000	7 282 017	500	7 282 517	7 282 517	7 372 686
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	11 967 948	11 432 527	4 220 255	15 652 782	15 652 782	15 952 911

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 272 600	792 308		792 308	792 308	733 592
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 613 397	1 989 713	566 457	2 556 170	2 556 170	2 671 836
Traitement des eaux usées	25	631 200	630 718		630 718	647 760	682 164
Réseaux d'égout	26	1 390 066	1 127 522	1 255 199	2 382 721	2 382 721	2 356 321
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	414 875	413 864	3 259	417 123	417 123	371 708
Élimination	28	693 200	693 241		693 241	693 241	807 398
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	292 900	308 346	669	309 015	309 015	286 457
Tri et conditionnement	30	42 900	42 894		42 894	42 894	34 604
Matières organiques							
Collecte et transport	31	506 000	536 815	48 891	585 706	585 706	443 733
Traitement	32	230 000	229 967		229 967	229 967	377 937
Matériaux secs	33	1 147 946	1 071 552	13 506	1 085 058	1 085 058	1 009 847
Autres	34	35 800	35 785		35 785	35 785	40 230
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	19 200	889	122 370	123 259	123 259	122 910
Protection de l'environnement	38	403 361	388 512		388 512	388 512	345 207
Autres	39						
	40	8 693 445	8 262 126	2 010 351	10 272 477	10 289 519	10 283 944
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	43 300	54 085		54 085	54 085	47 187
	44	43 300	54 085		54 085	54 085	47 187

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 683 411	1 523 272	13 295	1 536 567	1 536 567	1 607 127
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	148 100	215 835		215 835	215 835	138 929
Tourisme	49						
Autres	50	75 600	46 945	5 844	52 789	52 789	77 419
Autres	51						402 731
	52	1 907 111	1 786 052	19 139	1 805 191	1 805 191	2 226 206
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 533 575	577 543	3 195	580 738	580 738	1 062 979
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 225 944	1 157 071	149 132	1 306 203	1 306 203	1 378 976
Piscines, plages et ports de plaisance	55	631 134	424 779	22 299	447 078	447 078	613 449
Parcs et terrains de jeux	56	5 744 399	5 428 411	945 693	6 374 104	6 374 104	6 465 672
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	265 565	131 442	8 010	139 452	139 452	256 343
Autres	59						
	60	9 400 617	7 719 246	1 128 329	8 847 575	8 847 575	9 777 419
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 038 812	1 486 843	201 467	1 688 310	1 688 310	2 078 102
Bibliothèques	62	2 145 566	1 836 098	41 036	1 877 134	1 877 134	1 751 574
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	24 077	25 842		25 842	25 842	23 730
	66	4 208 455	3 348 783	242 503	3 591 286	3 591 286	3 853 406
	67	13 609 072	11 068 029	1 370 832	12 438 861	12 438 861	13 630 825

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 918 600	1 714 637		1 714 637	1 728 610	1 798 889
Autres frais	70	163 200	156 242		156 242	156 242	168 344
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	2 600	132 000		132 000	132 000	159 000
Autres	72		2 727		2 727	2 727	2 596
	73	2 084 400	2 005 606		2 005 606	2 019 579	2 128 829
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		8 075 329	(8 075 329)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories 2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées 2
Analyse de la dette à long terme consolidée 3
Endettement total net à long terme consolidé 4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée 5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets 7
Analyse de la rémunération non consolidée 8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources 8
Frais de financement non consolidés par activités 9
Rémunération des élus 10

Autres renseignements

Questionnaire 11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	607 176	607 176	1 814 005
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			9 931
Conduites d'égout	4	1 330 916	1 330 916	745 880
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 226 229	3 226 229	5 019 240
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	39 728	39 728	544 068
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	452 774	452 774	219 228
Autres infrastructures	11	28 886	28 886	95 792
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	197 282	197 282	41 266
Édifices communautaires et récréatifs	14	588 521	588 521	634 389
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	343 668	343 668	592 215
Ameublement et équipement de bureau	18	742 625	742 625	354 379
Machinerie, outillage et équipement divers	19	330 584	330 584	248 381
Terrains	20	289 946	295 976	2 347 416
Autres	21			5
	22	8 178 335	8 184 365	12 666 195

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	607 067	607 067	1 798 936
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			9 931
Conduites d'égout	26	1 328 914	1 328 914	745 206
Autres infrastructures	27	3 239 267	3 239 267	5 803 522
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	109	109	15 069
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	2 002	2 002	674
Autres infrastructures	32	508 350	508 350	74 806
Autres immobilisations	33	2 492 626	2 498 656	4 218 051
	34	8 178 335	8 184 365	12 666 195

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 165 577	1 771 000	2 191 556	745 021
Réserves financières et fonds réservés	3	2 626 673	710 050	7 433	3 329 290
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 836 835	3 160 236	4 006 521	8 990 550
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	55 650 470	6 754 149	8 117 930	54 286 689
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	69 279 555	12 395 435	14 323 440	67 351 550
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	2 663 298	1 057 565	482 803	3 238 060
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 663 298	1 057 565	482 803	3 238 060
	19	71 942 853	13 453 000	14 806 243	70 589 610
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	71 942 853	13 453 000	14 806 243	70 589 610

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	70 094 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 203 047
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 074 311
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	3 207 543
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	9 791 998
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	54 223 195
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	483 790
Endettement net à long terme	17	54 706 985
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	236 362
Autres organismes	20	3 577 000
Endettement total net à long terme	21	58 520 347
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	28 292 817
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	426 093
	24	27 866 724
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	86 387 071
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	370 100	370 100	370 100	380 457
Évaluation	2	564 100	564 132	564 132	547 233
Autres	3	5 606 200	5 504 884	5 504 884	5 230 088
Sécurité publique					
Police	4	9 107 400	9 107 426	9 107 426	9 125 868
Sécurité incendie	5	3 354 200	3 354 224	3 354 224	3 394 223
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	7 282 000	7 282 017	7 282 017	7 371 079
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 094 400	1 094 167	464 509	401 235
Matières résiduelles	12	1 392 500	1 392 509	1 392 509	1 419 713
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	143 100	143 104	143 104	177 542
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	133 100	133 116	133 116	135 359
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	22 000	21 954	21 954	22 325
Activités culturelles	23	11 700	11 748	11 748	12 185
Réseau d'électricité	24				
	25	29 080 800	28 979 381	28 349 723	28 217 307

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	326 483	308 317
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 838 098	12 244 060
Frais de financement	4	13 754	13 939
Autres	5		
	6	8 178 335	12 566 316

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	36,00	35,00	65 176,00	3 876 888	1 020 206	4 897 094
Professionnels	2						
Cols blancs	3	110,00	33,25	193 085,00	5 709 691	1 489 466	7 199 157
Cols bleus	4	63,00	40,00	136 219,00	4 527 369	1 221 249	5 748 618
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	209,00		394 480,00	14 113 948	3 730 921	17 844 869
Élus	9	9,00			383 906	135 805	519 711
	10	218,00			14 497 854	3 866 726	18 364 580

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	178 832				178 832
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	198 457				198 457
Autres	16	3 699 532	121 273	77 464	24 841	3 923 110
	17	4 076 821	121 273	77 464	24 841	4 300 399

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	197 492	233 214
	4	197 492	233 214
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 059 042	1 071 803
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	59 353	54 219
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 118 395	1 126 022
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	160 735	170 107
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	215 196	233 220
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	49 348	52 642
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	425 279	455 969
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	44 662	52 499
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	44 662	52 499
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	217 325	233 417
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	2 453	3 657
	39	219 778	237 074
Réseau d'électricité	40		
	41	2 005 606	2 104 778

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Martin Murray	Maire	69 536	17 044	28 369	
Louise Dion	Conseiller	23 179	11 589		
Louise Dion	Maire suppléant	3 458	1 729		
Vincent Fortier	Conseiller	23 179	11 589	1 454	344
Caroline Cossette	Conseiller	23 179	11 589		
Ludovic Grisé Farand	Conseiller	23 179	11 589		
Ludovic Grisé Farand	Maire suppléant	3 496	1 748		
Isabelle Bérubé	Conseiller	23 179	11 589	1 800	880
Marilou Alarie	Conseiller	23 179	11 589	15 500	5 454
Jacques Bédard	Conseiller	23 179	11 589	319	159
Joël Boucher	Conseiller	23 179	11 589		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 500 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2	X	3	4

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	611 253 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	$
Ligne 13 : Débiteurs	15	$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	$
Ligne 18 : Créditeurs et charges à payer	18	$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20	X	21	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	127 601 $		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23	X	24	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	265 129 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26		27	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28	$		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29		30	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31	$		
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32		33	X
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34		35	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :				
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :				
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36		37	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38	$		
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39		40	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41	$		
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42		43	X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	44	$		
b) autres formes d'aide	45	$		

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020	46	$
Facteur comparatif de 2020	47	
Valeur uniformisée	48	$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 49 $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	50	$
▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	51	$
b) Dépenses d'investissement	52	$
c) Total des frais encourus admissibles	53	$
d) Description des dépenses d'investissement :		

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	54	
b) Date d'adoption de la résolution	55	

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 56 [X] 57 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution	58	200324-6
b) Date d'adoption de la résolution	59	2020-03-24

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	60	
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	61	

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	62	
d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :	63	
Indiquer la race de chien		
e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :		
▪ a causé sa mort	64	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave 65 _____

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 66 _____

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 67 _____

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39) 68 _____

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 69 ☐ 70 ☐

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

Le 12 avril 2021
Brossard, Québec

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	61 824 063
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	133 113
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	19 848 407
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	42 108 769

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	5 093 260 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	5 113 669 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	5 103 465 150

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8251 / 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 X	2	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 X	4	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 X	6	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7	8 X	

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	10	11 X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	13	14 X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15	16	17 X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	19	20 X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	22	

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	52 822 800
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	52 822 800
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 249 300
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	2 963 100
Matières résiduelles	13	2 607 900
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	1 528 500
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	10 348 800
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	10 348 800
	27	63 171 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	18 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	19 700
	5	37 700
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	109 700
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	540 800
	9	650 500
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	688 200
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	121 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	121 600
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	809 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x		/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	3 952 581 000	x	0,6263	/100 $	24 755 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	143 754 000	x	0,6284	/100 $	903 400				
Immeubles non résidentiels	4	830 520 000	x	2,8082	/100 $	23 322 700				
Immeubles industriels	5	120 611 000	x	2,5423	/100 $	3 066 300				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	6		x		/100 $					
Autres	7	50 000 000	x	1,2526	/100 $	626 300				
Immeubles agricoles	8	23 800 000	x	0,6263	/100 $	149 100				
Total	9					52 822 800	( )	( )		52 822 800
Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	10		x		/100 $					
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	13		x		/100 $					
Immeubles industriels	14		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	15		x		/100 $					
Autres	16		x		/100 $					
Immeubles agricoles	17		x		/100 $					
Total	18						( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19		x	/100 $				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x	/100 $				
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x	/100 $				
Immeubles non résidentiels	22		x	/100 $				
Immeubles industriels	23		x	/100 $				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x	/100 $				
Autres	25		x	/100 $				
Immeubles agricoles	26		x	/100 $				
Total	27				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28		x	/100 $				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x	/100 $				
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x	/100 $				
Immeubles non résidentiels	31		x	/100 $				
Immeubles industriels	32		x	/100 $				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x	/100 $				
Autres	34		x	/100 $				
Immeubles agricoles	35		x	/100 $				
Total	36				( )	( )		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x	%	( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	245,00 $
Égout	2	240,00 $
Eau et égout	3	$
Traitement des eaux usées	4	$
Matières résiduelles	5	226,00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau (N.R.)	119,0000	7 - autres (préciser)	Par local
Égout (N.R.)	589,0000	7 - autres (préciser)	Par local
Consommation d'eau (compteur)	4,0654	7 - autres (préciser)	Par 1 000 gallons
Piscine	47,0000	7 - autres (préciser)	Par piscine
Matières résiduelles (N.R.)	217,0000	7 - autres (préciser)	Par local
Matières résiduelles (4 unités et plus)	238,0000	7 - autres (préciser)	Par logement

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	63 171 600
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	20 432 057
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	42 739 543

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

11 — 5 121 266 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 — 0,8346 / 100 $

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	23 322 700	3 066 300		626 300	903 400	149 100
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	807 500	185 100			954 600	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	24 130 200	3 251 400		626 300	1 858 000	149 100

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	24 755 000			52 822 800
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4			1 528 500	1 528 500
Autres	5	6 873 100			8 820 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	31 628 100		1 528 500	63 171 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?					
	a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM					
	▪ Pour la taxe foncière générale	1	X	2		
	▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4		5 X
	b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7		8 X
	▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.					
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10		11 X
	▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.					
	d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM					
	▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13		14 X
	▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17 X
	▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20 X
2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X	
3.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24		
	Si oui, indiquer le montant.	25	97 592 $			
4.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$			
5.	Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-01			
6.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	67 373 200 $			
7.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	6 730 000 $			
8.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 844 600 $			
9.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	$			

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Lucie Tousignant, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Bruno-de-Montarville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 20 avril 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Bruno-de-Montarville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Bruno-de-Montarville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Bruno-de-Montarville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-12 11:22:42

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	75 215 418	71 898 800	76 458 077	735 748	76 564 167
Investissement	2	2 144 467		138 406		138 406
	3	77 359 885	71 898 800	76 596 483	735 748	76 702 573
Charges	4	69 129 804	65 043 500	68 717 821	660 673	68 748 836
Excédent (déficit) de l'exercice	5	8 230 081	6 855 300	7 878 662	75 075	7 953 737
Moins : revenus d'investissement	6	(2 144 467)	( )	(138 406)	( )	(138 406)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	6 085 614	6 855 300	7 740 256	75 075	7 815 331
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	7 877 730		8 075 329	222 230	8 297 559
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	239 772	312 100	191 681		191 681
Remboursement de la dette à long terme	10	(7 723 700)	(6 760 000)	(8 879 500)	(155 243)	(9 034 743)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(544 212)	(98 000)	(987 822)	(6 030)	(993 852)
Excédent (déficit) accumulé	12	3 373 113	(364 400)	4 551 474		4 551 474
Autres éléments de conciliation	13	607 916	55 000	126 109		126 109
	14	3 830 619	(6 855 300)	3 077 271	60 957	3 138 228
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	9 916 233		10 817 527	136 032	10 953 559

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020		2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	34 095 958	42 527 621	43 102 152	34 550 678
Débiteurs	2	9 496 559	8 966 624	9 003 423	9 524 506
Placements de portefeuille	3	379 149	280 587	280 587	379 149
Autres	4				
	5	43 971 666	51 774 832	52 386 162	44 454 333
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	70 568 525	69 396 946	69 892 556	71 219 378
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 021 000	1 324 000	1 324 000	1 021 000
Autres	9	10 479 209	11 570 184	11 597 911	10 513 845
	10	82 068 734	82 291 130	82 814 467	82 754 223
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(38 097 068)	(30 516 298)	(30 428 305)	(38 299 890)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	144 915 854	145 010 840	149 225 068	149 346 282
Autres	13	1 175 185	1 378 091	1 384 524	1 181 158
	14	146 091 039	146 388 931	150 609 592	150 527 440
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	10 027 693	11 322 770	11 425 601	10 070 460
Excédent de fonctionnement affecté	16	10 198 048	14 316 888	14 728 806	10 533 999
Réserves financières et fonds réservés	17	3 496 621	4 421 478	4 496 765	3 571 908
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(1 538 349)	(1 476 406)	(1 938 616)	(2 070 413)
Financement des investissements en cours	19	10 004 691	10 247 176	10 247 176	10 004 691
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	75 805 267	77 040 727	81 221 555	80 116 905
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	107 993 971	115 872 633	120 181 287	112 227 550

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Élections et const. judic.	23	215 800	157 900
▪ Politique arbre & agrile frêne	24	250 000	11 900
▪ Déneigement, essence, asphalte	25	450 000	450 000
▪ Imprévus	26	811 000	220 600
▪ Équip. int. coll.&infra. mun.	27	9 695 047	6 858 000
▪ Fonds vert & Achat de terrains	28	1 700 000	1 012 000
▪ Cession immeubles industriels	29	603 520	1 165 577
▪ Projets spéciaux et piste cyc.	30	450 021	322 071
▪ Remboursement de la dette	31	141 500	
	32	14 316 888	10 198 048
Organismes contrôlés et partenariats[1]	33	411 918	335 951
	34	14 728 806	10 533 999
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	4 421 478	3 496 621
Organismes contrôlés et partenariats[1]	36	75 287	75 287
	37	19 225 571	14 105 907

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	54 223 195
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	86 387 071

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 074 311	3 792 250
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	54 286 689	55 650 470
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 990 550	9 836 835
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises[1]	7	3 238 060	2 663 298
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	70 589 610	71 942 853

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	59 388 595	60 797 600	61 824 063	61 824 063
Compensations tenant lieu de taxes	12	764 900	806 100	788 871	788 871
Quotes-parts	13				(19 394)
Transferts	14	1 177 005	1 306 300	4 179 125	4 288 488
Services rendus	15	3 534 495	3 249 100	2 137 030	2 149 019
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	6 415 032	4 707 000	5 652 935	5 652 935
Autres	17	3 935 391	1 032 700	1 876 053	1 880 185
	18	75 215 418	71 898 800	76 458 077	76 564 167
Investissement					
Taxes	19	31 405			
Quotes-parts	20				
Transferts	21	2 066 208		121 274	121 274
Autres	22	46 854		17 132	17 132
	23	2 144 467		138 406	138 406
	24	77 359 885	71 898 800	76 596 483	76 702 573

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	13 771 317	13 150 944	445 545	13 596 489	13 596 489	12 007 928
Sécurité publique							
Police	2	9 107 400	9 107 426		9 107 426	9 107 426	9 125 868
Sécurité incendie	3	3 354 200	3 354 224		3 354 224	3 354 224	3 394 223
Autres	4	505 307	421 473	9 207	430 680	430 680	428 951
Transport							
Réseau routier	5	4 684 948	4 150 510	4 219 755	8 370 265	8 370 265	8 580 225
Transport collectif	6	7 283 000	7 282 017	500	7 282 517	7 282 517	7 372 686
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 907 263	4 540 261	1 821 656	6 361 917	6 378 959	6 443 913
Matières résiduelles	9	3 363 621	3 332 464	66 325	3 398 789	3 398 789	3 371 914
Autres	10	422 561	389 401	122 370	511 771	511 771	468 117
Santé et bien-être	11	43 300	54 085		54 085	54 085	47 187
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 683 411	1 523 272	13 295	1 536 567	1 536 567	1 607 127
Promotion et développement économique	13	223 700	262 780	5 844	268 624	268 624	216 348
Autres	14						402 731
Loisirs et culture	15	13 609 072	11 068 029	1 370 832	12 438 861	12 438 861	13 630 825
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 084 400	2 005 606		2 005 606	2 019 579	2 128 829
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	65 043 500	60 642 492	8 075 329	68 717 821	68 748 836	69 226 872
Amortissement des immobilisations	20		8 075 329	(8 075 329)			
	21	65 043 500	68 717 821		68 717 821	68 748 836	69 226 872

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	2 144 467	138 406		138 406
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2	(12 566 316)	(8 178 335)	(6 030)	(8 184 365)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	(97 729)	(255 387)	( )	(255 387)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 177 928	7 489 819		7 489 819
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	544 212	987 822	6 030	993 852
Excédent accumulé	6	2 207 300	716 000		716 000
	7	(1 734 605)	759 919		759 919
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	409 862	898 325		898 325

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14